
[Honduras : pourquoi nous défendons la forêt](#)

Au Honduras, entre 80 000 et 120 000 hectares de forêt sont déboisés chaque année.

Nos forêts sont très diverses : des forêts de pins, peuplées de sept espèces différentes ; des forêts de feuillus, avec 200 espèces d'arbres et une riche diversité biologique, surtout dans les terres basses ; des forêts brumeuses de feuillus ; des pinèdes ou des forêts mixtes dans les montagnes ; des feuillus dans des zones au climat sec ; des mangroves.

La politique forestière du Honduras n'est pas formulée par la société civile ni par le pouvoir public, elle est dictée par les entreprises multinationales, par le biais de la Banque mondiale et des traités de libre-échange convenus avec l'oligarchie locale qui, par l'intermédiaire de ses représentants dans le Congrès de la République et dans d'autres pouvoirs de l'État, approuve les lois et les politiques désignées pour exploiter la forêt en fonction des intérêts du capital impérialiste et mondialisant.

Pour mettre en œuvre ces politiques, ils disposent des militaires, auxquels on donne le pouvoir de « protéger » la forêt. Comment se fait-il que ceux qui détruisent les forêts au cours des conflits armés deviennent, comme par magie, des champions de l'écologie ? D'autre part, le recours aux tueurs à gages est l'une des formes cachées d'agression contre les populations indigènes, paysannes et garifunas.

Dans notre pays, l'exploitation du bois a toujours été associée à la corruption, à la violation des droits de l'homme et à l'impunité. La persécution du prêtre Tamayo et d'autres dirigeants et le meurtre, le 20 décembre 2006, d'Heraldo Zúñiga et Roger Iván Cartagena, membres du Mouvement écologiste d'Olancho, par les services de sécurité de l'État du Honduras, sont des exemples de la terreur dans laquelle se déroule la lutte pour la défense des forêts du Honduras. À cela s'est ajouté récemment le meurtre de Mario Guifarro à Parawasito, dans la municipalité de Dulce Nombre de Culmí, région du Patuca moyen, pendant qu'il travaillait pour le projet ICADE de démarcation de la forêt, en application du mandat du congrès de la Fédération indigène Tawahka du Honduras (FITH).

Les gouvernements et la plupart de leurs experts techniques ont toujours accusé les pauvres de la destruction de la forêt. Pourtant, ils ne mentionnent jamais le déboisement provoqué par l'industrie minière, l'élevage de crevettes, la culture industrielle de l'ananas et de la banane, les grandes plantations de canne à sucre, de maïs transgénique et de palmier à huile, ces dernières destinées à la fabrication d'agrocarburants, la nouvelle affaire en or. À cela s'ajoutent les grands incendies, accidentels ou provoqués pour justifier l'extraction de bois, et l'élevage extensif pour l'exportation de viande à hamburgers.

Les politiques forestières tendent à transformer l'arbre en une simple marchandise, sans considérer que, en raison du déboisement des bassins et des microbassins, l'érosion, les éboulements et les glissements de terrain sont de plus en plus nombreux, et que cela rend plus graves les effets des tempêtes tropicales, des ouragans et des perturbations climatiques, dont les dégâts sont irrémediables.

Les traités commerciaux inéquitables et la logique immorale et injuste du capital favorisent l'adoption de lois et l'application de politiques forestières qui vont à l'encontre des politiques sur l'eau et l'énergie et de celles prévues en matière de perturbations climatiques. Ces lois imposent la privatisation de la forêt, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de la santé. Le Congrès national affecte sans vergogne plus d'un tiers du territoire national à l'industrie minière, qui détruit la forêt et porte atteinte à la santé animale, végétale et humaine.

La diminution de la diversité biologique causée par le déboisement, la contamination par des métaux lourds provoquée par l'industrie minière et celle des pesticides utilisés par l'agro-industrie favorisent la propagation de la dengue, de la malaria, des parasitoses et des troubles mentaux, qui, en plus de provoquer la maladie et la mort, coûtent au pays des sommes milliardaires.

La formulation de politiques humaines, intégrales et planétaires est devenue urgente pour tous les Honduriens. L'articulation de la forêt, de la santé et des droits de l'homme en un programme d'éducation pour la jeunesse est une stratégie importante pour la formation de leaders, la prise de conscience du besoin de reboisement et la création de lois qui protègent la forêt.

C'est pourquoi nous proposons, depuis le Movimiento Madre Tierra (membre des Amis de la Terre International) et les organisations 'Centro América no está en Venta', Oilwatch International et COHAPAZ (Comité hondurien d'action pour la paix) la plantation et l'entretien permanent d'un million d'arbres dans le pays. Notre tâche la plus urgente consiste à unir tout le mouvement social et écologiste contre les politiques et les entreprises destructives. Prenons à cœur la belle mission de défendre la vie, la dignité et la santé de notre peuple !

Juan Almendares, adresse électronique : juan.almendares@gmail.com